

SUITE À UN VASTE RATISSAGE DE L'ANP

Six terroristes abattus à Ain Defla

La forte mobilisation d'hommes et de moyens pour les besoins du lourd dispositif mis sur pied à des points stratégiques de la très instable longue bande frontalière au sud du pays n'a pas influé, comme on pouvait le craindre, sur la lutte anti-terroriste au Nord, notamment dans les régions où se concentrent encore les résidus des groupes y ayant sévi depuis les années 1990.

Sur leur lancée des trois années écoulées, particulièrement les deux dernières, depuis notamment l'entrée en scène de l'Etat islamique et la proclamation, en Kabylie, de la naissance de la filière algérienne de Daesh en septembre 2014, puis l'attaque d'un convoi de l'armée en juillet 2015 à Ain Defla qui avait coûté la vie à 11 militaires, les troupes de l'ANP n'en finissent pas d'aligner les opérations de qualité, selon le jargon du ministère de la Défense. La dernière en date remonte à vendredi dernier lorsqu'une opération de recherche a été lancée à l'ouest d'Ain-Defla, dans la commune d'Al-Annab.

«Dans le cadre de lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de recherche menée dans la zone de Oued-El-Kebir commune d'Al-Annab, daïra d'El-Abadia, wilaya de Ain Defla/1^{re} RM, un détachement de l'Armée nationale

populaire a éliminé cet après-midi, le 12 mai 2017, 4 terroristes et récupéré 4 pistolets mitrailleurs de type kalachnikov et une grande quantité de munitions et divers objets», annonçait en fin de journée de vendredi le MDN qui précisait que «cette opération de qualité vient en continuité de celle de ce matin qui a permis l'élimination d'un terroriste et la récupération d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, suite à une embuscade tendue dans la même zone». Une offensive de l'ANP qui s'est poursuivie hier avec la mise hors d'état de nuire d'un sixième terroriste et la récupération de sa kalachnikov.

C'est une sortie qui vient ainsi défrayer la chronique sécuritaire dans une région où, depuis l'attaque de l'été 2015 contre un convoi de l'armée, rares ont été les informations liées à la lutte antiterroriste venues confirmer la présen-



L'ANP n'en finit pas d'aligner les opérations de qualité.

ce d'éléments des groupuscules dans ce territoire acquis à Al-Qaïda au Maghreb, n'étaient ces découvertes épisodiques de casemates et caches.

Partis sur les traces des auteurs de l'embuscade du mois du 17 juillet 2015, les éléments de l'ANP ont passé au crible toute la région d'Ain-Defla où, quelques jours plus tard, les militaires ont découvert 18 abris, un atelier pour la fabrication de bombes artisanales, trois pistolets mitrailleurs kalachnikov, un important lot de munitions et des explo-

sifs, des postes émetteurs-récepteurs, des téléphones portables et du matériel destiné à la fabrication de détonateurs. Il était alors évident que si du matériel et des armes du type que l'on n'abandonne pas aussi facilement ont été récupérés sur place, cela laissait supposer que les terroristes qui s'y trouvaient avaient déguerpi à la hâte.

En fait, dans cette partie du pays, c'est plutôt un peu plus à l'est, sur le territoire de la voisine Médéa, que l'essentiel de la chronique sécuritaire provenait, territoire où,

fort probablement, se sont réfugiés les terroristes ayant écumé Ain Defla et sa région, et où également de retentissantes opérations menées une année plus tard par l'ANP, particulièrement celle de juin 2016 qui a abouti à l'élimination de 14 membres d'AQMI, ont fini par réduire presque à néant les capacités de nuisance et de mouvement des groupuscules encore en activité dans cette partie du pays, en tous les cas beaucoup moindres qu'à l'Est, où mercredi dernier, agissant sur renseignements, des militaires du secteur opérationnel de Jijel ont abattu le terroriste préalablement identifié comme étant un certain B. Redouane, connu sous le pseudonyme de Abou Dher, qui comptait une vingtaine d'années dans les groupes terroristes activant à l'est du pays où la traque a pris une nouvelle tournure depuis l'anéantissement du groupe El Ghoraba, affilié à l'Etat islamique, que menait Nouredine Laouira, alias Abou Hammam, abattu à la fin mars dernier à Constantine avant que, quelques jours plus tard, toujours à Constantine, des policiers ne mettent fin à la cavale de deux de ses lieutenants.

M. Azedine

ALI BENFLIS ET LES RÉSULTATS DES LÉGISLATIVES :

«Désormais, il y a un avant et un après-4 mai»

Ali Benflis invite la classe politique, qu'elle soit de l'allégeance ou de l'opposition, à «tirer les leçons» des élections législatives du 4 mai dernier.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Un scrutin qui, de par l'abstention sans précédent l'ayant émaillé, estimait, hier, le président des avant-gardes des libertés, au sortir d'une réunion mensuelle du bureau politique du parti, dans une conférence de presse, que «le plus grand opposant au système en place est le peuple».

Pour Ali Benflis, les abstentionnistes qui avoisinent les trois quarts de l'électorat forment «le parti le plus puissant et le plus représentatif du pays avec 15 millions d'adhérents». Et d'oser une dérision : «Si ce parti pouvait être représenté, il aurait pourvu l'intégralité des sièges de la future Assemblée, il aurait formé le gouvernement à lui seul et il aurait disposé de la majorité plus que qualifiée pour réécrire la Constitution comme il le veut.» Ceci sans compter le parti du vote nul qui est, selon lui, «la seconde force politique du pays. S'il pouvait lui aussi être représenté à l'Assemblée, il y compterait près de 200 sièges et il pourrait légitimement prétendre à diriger le gouvernement».

Pour l'ancien chef de gouvernement, le 4 mai 2017 sera retenu comme «le grand moment d'un éveil patriotique et d'un sursaut citoyen» et d'un «acte d'autodétermination citoyen», les abstentionnistes ayant, «de manière pacifique, de manière civilisée, de manière civique et d'une manière confondante de finesse, d'élégance et d'intelligence, fait savoir au régime politique en place qu'ils ne croyaient plus en lui, qu'ils ne lui faisaient plus confiance et qu'ils n'étaient pas dupes de ses engagements non assumés et de ses promesses non tenues, qu'il a échoué sur toute la ligne et qu'ils le tenaient pour le premier responsable de la situation désastreuse dans laquelle se trouve notre pays politiquement, économiquement et socialement, qu'il n'y a pas menace plus grave pour le pays que celle venant d'un régime politique qui persiste à le maintenir dans l'impasse politique totale au lieu de travailler à l'en sortir, un régime politique qui assiste en spectateur à l'aggravation de la crise économique et un régime politique qui ne sait quoi faire face aux périls de la déstabilisation sociale dont les signes annon-

ciateurs se multiplient de partout».

Considérant que le 4 mai 2017 a été la «date d'une réappropriation de la citoyenneté et d'une expression de leur volonté d'être des artisans de la construction de leur destin», démentant de manière cinglante le «supposé» désintérêt des Algériens à l'égard de la chose politique, le président des Avant-gardes des libertés soutiendra que, désormais, «il y a eu

un avant-4 mai 2017, il y aura un après-4 mai 2017 dont nul ne doute qu'il ne sera plus le même. La citoyenneté a désormais fait irruption dans l'histoire de notre pays et elle tient son cours entre ses mains».

Ce pourquoi, d'ailleurs, Benflis invitera la classe politique, qu'elle soit de l'allégeance ou de l'opposition, à «tirer les leçons» de ce scrutin qui a, selon lui, accouché d'une «nou-

velle situation politique». Une lecture ou des lectures qui nécessiteront des semaines, voire des mois, dira-t-il, plaidant pour des «rencontres bilatérales et multilatérales au sein de l'opposition à l'effet de convenir d'une nouvelle feuille de route politique pour poursuivre l'objectif d'une transition démocratique apaisée et sereine».

M. K.

LOUISA HANOUNE :

«Le système est secoué par une grave crise»

Jamais depuis 1991, le conseil constitutionnel ne s'est retrouvé devant une situation aussi complexe comme, il l'est cette fois-ci. Le système est secoué par une grave crise et les législatives du 4 mai dernier vont accélérer sa chute». Louisa Hanoune tire la sonnette d'alarme. Pour elle, «il y a un réel en danger en la demeure».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est une Louisa Hanoune très au faite des enjeux politiques nés des élections législatives du 4 mai dernier qui s'est adressée hier à la presse, à l'occasion d'une conférence de presse. Une rencontre avec les journalistes qui intervient à quelques jours de la réunion du comité central de son parti.

A décoder minutieusement, la conférence de presse animée par la secrétaire générale du Parti des Travailleurs (P.T) était porteuse de plusieurs messages et d'informations sur la situation politique qui prévaut dans le pays pendant et après la tenue des dernières législatives. En effet, la conférencière n'a pas été par trente six chemins pour annoncer que «les dernières élections ont plongé le système dans une grave crise», arguant que le conseil constitutionnel se trouve devant «une situation des plus complexe».

Louisa Hanoune rappelle la situation que vit aujourd'hui cette

institution de la république à celle vécu en 1991. «Les deux partis au pouvoir (RND-FLN) ont engagé une course auprès du conseil constitutionnel en déposant un grand nombre de recours, soit 300 au total, alors que le PT seulement 25 recours». «Cela dénote de la grave crise que traverse aujourd'hui le système et que faire le conseil constitutionnel face à cette situation ? s'est interrogée la secrétaire générale du Parti des Travailleurs et d'ajouter sur un ton d'inquiétude : «Les résultats que rendra le conseil constitutionnel vont confirmer la chute irréversible du système».

Commentant les conditions dans lesquelles se sont déroulées ses élections, la conférencière dira «des ordres et des instructions ont été donnés pour saborder le parti des travailleurs», citant en exemple «des opérations orchestrées dans des wilayas comme Skikda ou Oran déchirer les bulletins de vote du P.T».



Louisa Hanoune, SG du PT.

Affichant sa parfaite connaissance des enjeux politiques actuels, M^{me} Louisa Hanoune dira que «nous sommes dans une situation critique», citant ex exemple «la complexité socio-économique que traverse le pays», en déclarant que le «pays traverse aujourd'hui une situation de récession, puisque 70% des entreprises du secteur des travaux publics sont à l'arrêt et que les administrations publiques et autres institutions ne peuvent plus honorer leurs factures». Louisa Hanoune cite le cas du Brésil et indique que «la situation que vit aujourd'hui notre pays est similaire à celle vécue par le Brésil», arguant que dans ce pays, «le parlement a été prit d'assaut par l'oligarchie».

Face à cette situation, la secrétaire générale du parti des travailleurs plaide pour une seule solution : la dissolution du parlement et l'organisation d'élection portant assemblée nationale constituante. «La future composante de l'assemblée nationale est porteuse d'un grave danger. Ça sera une assemblée à la brésilienne qui va remettre en cause les acquis sociaux et ouvrira la porte à la dilapidation».

M^{me} Louisa Hanoune conclut son intervention en déclarant que son parti soutient «l'idée proposée par le ministre de la justice sur la question de l'immunité parlementaire», mais selon elle «la question doit être débattue sur plusieurs angles».

A. B.